

## TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

**PCT**

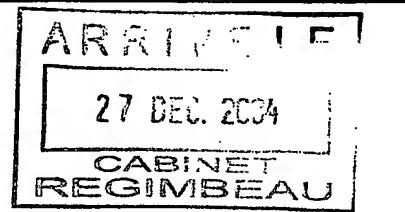
PREMIER AVIS INFORMANT LE DÉPOSANT  
DE LA COMMUNICATION DE LA DEMANDE  
INTERNATIONALE (AUX OFFICES DÉSIGNÉS  
QUI N'APPLIQUENT PAS LE DÉLAI DE  
30 MOIS SELON L'ARTICLE 22.1))

(règle 47.1.c) du PCT)

S2F

Destinataire :

MARTIN, Jean-Jacques  
Cabinet Regimbeau  
20, rue de Chazelles  
F-75847 Paris Cedex 17  
FRANCE



Date d'expédition (jour/mois/année)  
16 décembre 2004 (16.12.2004)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire  
346199/D21228

**AVIS IMPORTANT**

Demande internationale n°  
PCT/FR2004/001185

Date du dépôt international (jour/mois/année)  
14 mai 2004 (14.05.2004)

Date de priorité (jour/mois/année)  
16 mai 2003 (16.05.2003)

Déposant

S2F FLEXICO etc

- ATTENTION : Pour tout office désigné auquel le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 (30 mois à compter de la date de priorité) s'applique, se reporter au formulaire PCT/IB/308(Deuxième avis supplémentaire) (qui sera émis à bref délai après l'expiration du délai de 28 mois à compter de la date de priorité).
- Il est notifié par la présente que l'office ou les offices désignés suivants – auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 ne s'applique pas – ont demandé que la communication de la demande internationale, prévue à l'article 20, soit effectuée conformément à la règle 93bis.1. Le Bureau international a adressé cette communication à la date indiquée ci-dessous :  
02 décembre 2004 (02.12.2004)

CH

Conformément à la règle 47.1.c-bis)i), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien été effectuée à la date d'expédition indiquée ci-dessus et il ne sera pas exigé du déposant qu'il fournisse une copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

- Les offices désignés suivants, auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 ne s'applique pas, n'ont pas demandé, à la date d'expédition du présent avis, que la communication de la demande internationale soit effectuée conformément à la règle 93bis.1 :

FI, LU, SE, TZ, UG, ZM

Conformément à la règle 47.1.c-bis)ii), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que l'État contractant pour lequel cet office agit en tant qu'office désigné n'exige pas du déposant qu'il fournisse en vertu de l'article 22 une copie de la demande internationale.

**4. DÉLAIS pour l'ouverture de la phase nationale**

Pour le ou les offices désignés mentionnés ci-dessus et à moins qu'une demande d'examen préliminaire international ait été présentée avant l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité (voir l'article 39.1)), le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale sera, sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant, de 20 MOIS à compter de la date de priorité.

En pratique, des délais autres que celui de 20 mois continueront de s'appliquer, pour des durées diverses, en ce qui concerne certains offices désignés mentionnés ci-dessus. Pour obtenir les mises à jour régulières relatives aux délais applicables (20 ou 21 mois, ou autre délai), office par office, on se reporterà à la *Gazette du PCT*, au bulletin *PCT Newsletter* ainsi qu'aux chapitres nationaux pertinents dans le volume II du *Guide du déposant du PCT*, accessibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/pct/fr/index.html>.

Le déposant est seul responsable du respect de tous les délais visés ci-dessus.

Bureau international de l'OMPI  
34, chemin des Colombettes  
1211 Genève 20, Suisse

n° de télécopieur+41 22 740 14 35

Fonctionnaire autorisé

Athina Nickitas-Etienne

n° de télécopieur+41 22 338 89 95